

L'Évolution des cultures politiques tunisiennes : l'identité tunisienne en débat

Déborah PEREZ est élève fonctionnaire de l'école normale supérieur d'ULM (Paris). Elle poursuit un M2 à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales sous la direction de Monsieur le Professeur Hamit Bozarlan. Elle a été accueillie à l'ENS de Tunis et à l'IRMC en septembre-octobre 2012.

La révolution tunisienne correspond à un moment de crise au cours duquel se renégocie le pacte national et l'identité de la communauté. Plus que les modalités de la transition démocratique, c'est bien la remise en cause de l'identité collective nationale, qui semblait jusque là faire consensus tant chez les partisans de l'ancien régime que dans l'opposition de la gauche, qui est en jeu.



© Ahmed Manai nawaat.org.



© nawaat.org.

Notion construite dans la lutte pour l'indépendance, cette identité s'incarnait, depuis l'indépendance dans l'idée bourguibienne de tunisianité. Ce concept se caractérise par son ouverture aux influences successives qu'a connues la Tunisie et ce, depuis la préhistoire. Il s'incarne dans une langue, l'arabe, langue d'expression politique pour le Néo-Destour à l'époque de Bourguiba. Tant le poids de son héritage historique que son appartenance à plusieurs cercles géopolitiques – la Méditerranée, l'Afrique, le monde arabo-musulman – justifient son ouverture vers la modernité : cette modernité s'appuie sur une forte tradition syndicale, sur une tradition constitutionnaliste pionnière ainsi que sur un projet social résolument progressiste (à travers un cadre juridique – le statut personnel – et des réalisations concrètes sur le plan des politiques éducatives, des politiques de santé, des infrastructures et de l'administration).

La nécessité de recomposer l'identité collective nationale s'exprime à travers plusieurs tendances. La première de ces tendances, c'est la demande renouvelée d'une citoyenneté politique et sociale par le peuple, depuis le 14 janvier. C'est ensuite la remise en cause de l'identité tunisienne – telle qu'elle avait été forgée depuis l'indépendance – et sa dilution dans d'autres cercles d'appartenances plus

larges tels que *l'oumma* et le monde arabe, parfois au prix de violences physiques ou symboliques.

En témoigne l'occupation de la Manouba, le drapeau noir sur la tour de l'Horloge, la réticence à fêter des fêtes nationales. C'est enfin une demande de la société civile de retrouver son identité, de convoquer sa mémoire vive, ce que l'on peut observer à travers les ventes de librairies (en particulier avec *l'Histoire de la Tunisie de la préhistoire à 2011*) dans la création artistique, avec l'exposition *Schkoun Nahnou* au palais de Carthage en Juin 2012 et dans le monde associatif avec des mouvements tels que *Kolna Tounes*.

Ces trois tendances questionnent l'identité nationale collective sur sa résilience à la démocratisation du pays – puisque celle-ci avait été élaborée dans un contexte politique autoritaire et volontariste. Elles l'interrogent également sur son ancrage historique et géographique.



Enfin elles remettent en cause son rapport à deux systèmes de valeurs. Les premières sont les valeurs individualistes et libérales de l'éthique de la citoyenneté politique ; les secondes sont les valeurs holistes à vocation antilibérale des identités collectives nationales. L'enjeu est donc également de recomposer le compromis historique entre une dimension culturelle séculière et une dimension culturelle religieuse.

Ce sujet cristallise les oppositions dans les débats politiques et en particulier dans les débats de l'Assemblée Nationale Constituante. La gestion de cette crise de transition par les élus et les décisions qu'ils vont prendre dans le cadre de la rédaction de la Constitution engagent la redéfinition de l'identité collective non seulement du régime, mais encore de la nation. Observer cette gestion de crise permet de voir si elle s'accompagne ou non d'une recomposition des cultures politiques des élus¹. L'adoption de certaines attitudes politiques, comme celle du compromis – ferment d'une pratique démocratique de la politique – garantirait que le régime soit réellement démocratique et non pas une démocratie de papier qui ne fasse que suivre formellement les règles de la bonne gouvernance.

Déborah Perez

1. C'est la thèse développée par G. Almond, S. Verba in *The Civic Culture : Political Attitudes and Democracy, in Five Nations*, Princeton University Press, 1963 : pour que les démocraties fonctionnent, il faut une adéquation entre les règles formelles du système politique et les cultures qui permettent la mise en pratique de ces règles.